LA LETTRE DE L'UGICT
NEWSLETTER HEBDO DE LA CGT DES CADRES ET TECHNICIEN-NES
Semaine du 17 au 23 mai 2010 N° 305

SOMMAIRE

- Fonction publique : six syndicats appellent à la journée d'action du 27 mai
- Infirmiers anesthésistes : un sit-in éclair devant l'Élysée
- Conflit Airbus : CGT et CFDT refusent de signer les accords salariaux
- Euronext : l'opérateur boursier devant la justice pour harcèlement moral
- Insee : les syndicats exigent de renoncer à la délocalisation à Metz
- Confédération Européenne des Syndicats : inquiétude sur le coût social des « plans de sauvetage »
- Espagne : appel à une grève générale des fonctionnaires le 2 juin
- Éducation : origine sociale des étudiants

ÉDITO

RETRAITES : DES SOLUTIONS, IL Y EN A !

Qu'y-a-t'il de nouveau sous le soleil avec la parution des « *perspectives actualisées à moyen et long terme en vue du rendez-vous de 2010* » sur les retraites. Ce document rendu public par le secrétariat général du Conseil d'Orientation des Retraites à la demande du Medef n'est d'abord pas un rapport du COR. Ensuite il n'apporte rien de nouveau à tout ce que l'on sait déjà. Mais il en remet une sérieuse couche dans la dramatisation de ce dossier pour faire accepter des mesures drastiques. Il remâche le vieux chewing-gum des « *variantes d'âge et de durée d'activité* » établies sur la base du « *scénario B* » du dernier rapport du COR. Le choix de ces « *variantes* » avait attiré de très sévères critiques de la part d'une grande partie des membres du Conseil. Les représentants de la CGT qui avaient refusé de les avaliser, avaient demandé qu'elles soient clairement disjointes du rapport. De fait, sans surprise, « *l'hypothèse d'un allongement de la durée de cotisation à 43,5 annuités associée au recul de l'âge de la retraite (63 ans au lieu de 60 pour l'âge d'ouverture du droit ; 68 ans au lieu de 65 pour une retraite à taux plein) réduit le besoin de financement de la CNAV de 50 % en 2030 mais seulement de 36 % en 2050. Il faudrait passer à 65 et 70 ans pour réduire les besoins de financement de 60 % en 2050* », souligne la CGT dans un communiqué. Outre que le recul de l'âge de la retraite aurait un impact négatif sur l'embauche des jeunes, il fera basculer nombre de salariés âgés dans des dispositifs d'assistance. Par un jeu de Gribouille on transférerait ainsi la baisse du déficit des retraites sur l'assurance chômage ou sur le RSA. Une partie des salariés âgés se retrouverait au dessous du seuil de pauvreté. Le seul « *intérêt* » s'il doit y en avoir un à ce document, c'est de souligner l'urgence impérieuse d'une réforme du financement de la retraite par répartition.

Cette nouvelle opération de communication à quelques jours de la publication ce week-end, des premières hypothèses d'Éric Woerth, ressemble à une préparation d'artillerie. En annonçant la mise à contribution des revenus du capital et d'un petit coup de canif au bouclier fiscal sans dire comment ni combien, l'exécutif tente de donner le change. Mais voyons bien que ce qui se prépare est mauvais et que le gouvernement peine à la manœuvre, d'abord parce que l'opinion n'est pas prête à accepter de nouveaux reculs, ensuite parce que les organisations syndicales sont toujours sur une ligne unitaire à l'exception notable de Force Ouvrière qui persiste dans sa stratégie d'isolement. Le 27 mai, elles appellent à nouveau les salariés, les retraités, les jeunes, les privés d'emplois à se mobiliser et à manifester partout dans le pays. Au moment où le gouvernement serait en train d'écrire sa réforme, une mobilisation puissante et déterminée serait un signal fort. Dans cette perspective, nous pouvons aller à la rencontre de nos collègues en leur proposant, par mail ou sur papier de signer la pétition nationale lancée la semaine dernière par la CGT.
Pour signer cette pétition en ligne :
http://www.cgt.fr/spip.php?article37297

Fonction publique : six syndicats appellent à la journée d'action du 27 mai

Six syndicats de fonctionnaires (CGT, CFDT, FSU, Solidaires et Unsa, la CFTC envisage de se joindre au mouvement, FO a appelé séparément à une grève le 15 juin) ont appelé mercredi les agents à se joindre à la journée nationale d'action prévue le 27 mai et à participer aux manifestations, pour défendre l'emploi, les salaires et les retraites et aussi dénoncer le gel des dépenses publiques annoncé par le gouvernement. Pour les syndicats, l'annonce par le gouvernement d'un gel des dépenses publiques pour les trois années à venir va « *faire peser davantage encore sur les salariés les conséquences de la crise* » et va dégrader « *les services rendus aux usagers et les conditions de travail et de rémunération des personnels* ». Ils demandent également une augmentation des salaires des agents de la Fonction publique et un « *rattrapage des pertes de pouvoir d'achat subies depuis plusieurs années* ». Enfin, après une série de réunions sur la réforme des retraites dans la Fonction publique -et notamment sur la pénibilité et l'emploi des seniors- les syndicats déplorent que le gouvernement « *persiste à ne donner aucune information sur ses intentions* ».

Infirmiers anesthésistes : un sit-in éclair devant l'Élysée

Ils ne seront pas restés longtemps devant le palais présidentiel, mais une quarantaine d'infirmiers anesthésistes ont brièvement manifesté mercredi à la mi-journée devant l'Élysée pour exiger une meilleure reconnaissance de leur formation spécifique de deux ans. Réunis à l'appel de leurs trois principaux syndicats (la CGT, le Syndicat national des infirmiers anesthésistes et Sud), les manifestants sont parvenus à interrompre quelques minutes la circulation devant la présidence en organisant un sit-in, avant d'être évacués par les forces de l'ordre. Ils dénoncent la non-reconnaissance de leur spécialité par le protocole Bachelot, signé en février et la possibilité pour des infirmiers n'ayant pas suivi leurs deux années de formation de pratiquer des actes d'anesthésie. Ils réclament aussi une meilleure prise en compte de la pénibilité de leur travail.

Conflit Airbus : CGT et CFDT refusent de signer les accords salariaux

Le conflit social qui a touché l'avionneur fin avril a pris fin avec la décision de trois syndicats (FO, CGC et CFTC) d'accepter les propositions salariales de la direction.
En revanche, la CGT et la CFDT ont rejeté le texte, estimant que la hausse des salaires de 2,5 % pour 2010 était insuffisante. Airbus-France proposait avant la grève + 1,9 % d'augmentation de salaires avant de mettre sur la table une hausse de 2,5 % alors que les syndicats exigeaient + 3,5 % comme en 2009. En ce qui concerne les embauches, 700 emplois (dont 250 ouvriers et techniciens) seront créés en France sur 1 500 embauches prévues en Europe, soit autant qu'en 2009.

Euronext : l'opérateur boursier devant la justice pour harcèlement moral

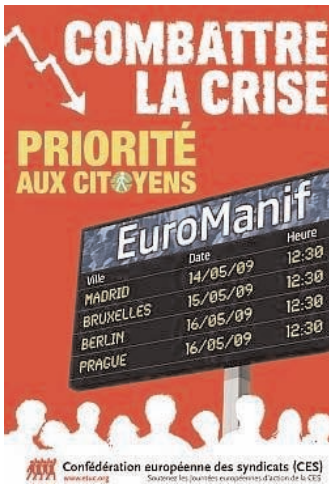
L'opérateur boursier NYSE Euronext et trois de ses anciens cadres étaient jugés mercredi dernier en correctionnelle pour harcèlement moral. L'un des salariés d'Euronext Paris, Pierre-André Dupont, s'est donné la mort le 20 octobre 2007 à son domicile, sans laisser de message permettant d'expliquer son geste. Peu de temps après, l'inspection du travail a alerté la justice de faits pouvant être constitutifs de harcèlement moral au travail à l'égard de ce directeur d'audit financier.
Entendue mercredi à la barre, l'inspectrice du travail à l'origine de l'alerte au parquet a décrit une « *stratégie de l'entreprise* » ayant consisté à « *mettre complètement de côté* » M. Dupont, vidant progressivement son poste de toute substance.
Une collègue du salarié a fait écho à ce constat de « *placardisation* » en rappelant comment il avait été « *privé de missions, de signature, de moyens, de réunions* », puis finalement changé de bureau.
Certains supérieurs de M. Dupont mettent en cause son niveau de compétence, notamment en anglais, tandis que d'autres le jugent au contraire « *d'un grand professionnalisme* ».
Mais pour Dominique Demaret, auteur de deux audits réalisés à trois ans d'intervalle au sein d'Euronext, le problème se situe ailleurs : entre 15 et 25 % des salariés de la filiale parisienne se plaignaient de « *stress* » lié à une sous-charge de travail et une absence de missions définies dans la nouvelle organisation du groupe, a-t-elle déclaré au tribunal.

Insee : les syndicats exigent de renoncer à la délocalisation à Metz

Quatre syndicats de l'Insee ont demandé mercredi dans un communiqué que la direction renonce à son projet de délocalisation de l'Insee à Metz d'ici à 2013, de quelque 625 agents de l'Insee et des services statistiques ministériels (Dares, etc.) devant compenser les fermetures de casernes en région.
Selon les syndicats (CGT, CFDT, FO et SUD), « *le coût de ce projet est estimé à 200 millions d'euros soit trois années de fonctionnement de l'Insee. […] Ce projet est incompatible avec la situation budgétaire de l'Institut* », affirment-ils, soulignant que « *les missions de l'Insee étaient déjà en danger avant même l'annonce du gel des dépenses publiques sur les trois années à venir* ».

Confédération européenne des syndicats: inquiétude sur le coût social des « plans de sauvetage »

« *Faire la guerre aux spéculateurs est une bonne chose, mais l'Europe risque maintenant d'être perçue comme le Fonds Monétaire International l'a été en Amérique latine durant de nombreuses années, une organisation qui encourage la stabilité financière mais ignore la croissance, l'emploi et le bien-être social* », a jugé mardi dernier le secrétaire général de la CES, John Monks. « *Le risque est réel pour les pays qui feront appel à ce soutien de devoir mettre en place des réductions drastiques des dépenses publiques susceptibles de précipiter l'économie dans une récession prolongée entraînant ainsi une sérieuse augmentation du chômage* », a ajouté la Confédération Européenne des Syndicats . « *Les travailleurs vont probablement devoir à nouveau supporter le coût de la crise* », a-t-elle estimé.



Espagne : appel à une grève générale des fonctionnaires le 2 juin

La fédération des fonctionnaires d'un des deux grands syndicats espagnols, UGT, a appelé jeudi à une grève générale le 2 juin dans la fonction publique, pour protester contre les mesures d'austérité annoncées mercredi par le gouvernement Zapatero. Par ailleurs elle appelle à des manifestations le 20 mai contre ces mesures. La Fédération de la fonction publique de l'autre grand syndicat espagnol, CCOO, avait auparavant indiqué qu'elle allait soumettre dans l'après-midi à l'approbation de ses organes de direction « *un calendrier de mobilisations pour l'ensemble du secteur public, dont le point culminant sera un appel à une grève générale sectorielle* ». Elle a également appelé à des manifestations de fonctionnaires le 20 mai dans tout le pays.

Éducation : origigne sociale des étudiants

Les enfants de cadres et professions libérales constituent près d'un tiers des étudiants à l'université et près de la moitié des élèves dans les filières les plus sélectives comme les classes préparatoires aux grandes écoles ou les écoles d'ingénieurs, alors que leurs parents ne représentent que 16 % des emplois. Les enfants d'ouvriers et d'employés sont mieux représentés dans les filières courtes, des IUT aux BTS en passant par les écoles paramédicales et sociales.

Si l'on observe uniquement le champ de l'université, les premiers cycles sont plus ouverts : ouvriers et employés forment 27 % des inscrits (leurs parents 52 % des actifs occupés) en licence. Mais le troisième cycle est tout autant sélectif socialement que les grandes écoles : ils n'y représentent plus que 12 % des élèves.

L'accès à l'enseignement supérieur a progressé pour toutes les catégories sociales dans les années 1980 et 1990. La proportion des enfants d'ouvriers y accédant est ainsi passée de 10 à 30 %, celle des enfants de cadres supérieurs ou de professions intermédiaires de 50 à près de 80 %. Ce qui frappe, c'est la stagnation du taux d'accès depuis le milieu des années 1990, y compris pour les moins favorisés qui ne rattrapent pas les enfants des autres milieux.